

Texte de synthèse

Planification et autogestion

La combinaison du contrôle ouvrier et de la lutte revendicative est une nécessité.

1. Le contrôle ouvrier a une signification révolutionnaire ; c'est un moyen pour les travailleurs de prendre conscience de leur propre force collective, de s'opposer au pouvoir patronal en appliquant d'eux-mêmes les décisions collectives.-

La lutte revendicative n'est ni inférieure ni en opposition au contrôle ouvrier, le développement du mouvement politique de masse implique nécessairement la combinaison du contrôle ouvrier et de la lutte revendicative dans les phases de montée de luttes.

2. Le contrôle ouvrier préfigure le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'autogestion.

Le développement du contrôle ouvrier est un apprentissage de la démocratie ouvrière. Il doit en créer un embryon d'organisation à la base préparant les bases de décision de l'entreprise autogérée. Il prépare le basculement du capitalisme en sapant progressivement l'autorité, l'idéologie bourgeoise et prépare le fléchissement politique.

Ayant montré sa capacité d'auto-organisation dans les luttes qu'elle aura menées pour la prise du pouvoir, la classe ouvrière devra prendre en main l'autogestion de toute l'économie à tous les niveaux du processus de production, depuis l'entreprise « unité fondamentale » de travail jusqu'à l'ensemble du pays, en passant par les branches et le groupe d'entreprise conformément à une planification qui s'articulera autour des localités et des régions.

3. Paysans.

Pour le secteur des paysans prolétarisés, le problème du contrôle n'est pas de nature

différente. Dès maintenant, c'est par leur action collective que ces paysans peuvent intervenir contre la légalité bourgeoise et imposer par exemple une répartition plus juste du sol, outil de travail. Face aux entreprises agricoles et alimentaires dont ils dépendent, tant en ce qui concerne leur revenu que leurs conditions de travail, l'action revendicative et quantitative ne représente qu'un élément du combat des paysans travailleurs : l'autorité du pouvoir capitaliste, son emprise sur les travailleurs producteurs de biens alimentaires pourront être directement remis en cause dans la mesure où l'axe des luttes permettra aux paysans de s'identifier en tant que travailleurs exploités et de lier leurs actions à celles des ouvriers.

Le contrôle de la terre, des revenus, des conditions de travail représente l'axe de lutte essentiel pour les paysans comme pour les ouvriers : Il ouvre, pour les uns et les autres, la perspective révolutionnaire de l'autogestion de l'économie. Il n'y a donc pas lieu d'envisager une analyse particulière aux paysans sur les mécanismes d'autogestion et de planification. Ils *font partie du prolétariat qui doit* prendre en main le pouvoir aussi bien dans l'entreprise que sur le plan général (pouvoir d'Etat).

Autogestion.

Ceci veut dire tout à la fois que l'autogestion :

— Ne signifie rien dans le système actuel (voir le bilan négatif des de coopératives, il ne peut y avoir d'ilot expériences socialiste au niveau de laproduction) ;

— N'aura pas de forme stricte à laquelle se ralliera automatiquement l'ensemble de la classe ouvrière après la prise du pouvoir.

Il y aura simplement marche vers l'autogestion totale au cours de laquelle

devront être résolus une série de problèmes concrets, immédiats, par débats autour des contradictions fondamentales.

Recentrons autour de questions « Qui décide ? », « Par quels moyens ? » les problèmes concrets qui seront dans l'ordre croissant de leur complexité :

— L'organisation du travail : répartition des tâches et des fonctions, cadences, niveau des responsabilités ;

— La gestion du personnel : définition de la promotion individuelle et collective, problème de mutation et du recyclage, etc. ;

— La gestion financière ;

— Le choix des moyens technologiques et l'augmentation de la productivité ;

— L'organisation générale de l'économie au niveau régional et du pays face à ces problèmes concrets se posera donc immédiatement la question de la direction. Si, au niveau des programmes, on peut concevoir qu'à travers les structures de démocratie directe l'élaboration sera possible, restera à déterminer comment seront appliqués ces programmes et comment ils seront contrôlés, autrement dit restera à déterminer l'articulation entre la démocratie directe et la démocratie représentative. De toute façon, l'auto-gouvernement des travailleurs vers l'entreprise exigera l'abolition non seulement de la propriété privée des moyens de production mais tout autant de l'institution « de la direction générale ». Sinon, il n'aboutira en fait qu'à une forme de participation de cogestion.

L'abolition de « la direction », au sens actuel du terme, sera sans doute facilitée par le fait que, dès la marche vers la prise du pouvoir, la classe ouvrière aura concrétisé ses facultés à l'auto-organisation. Mais elle sera freinée par :

— D'une part, la nécessité de faire immédiatement tourner la production ;

— D'autre part, les restes de l'idéologie bourgeoise (nécessité du commandement, d'une rationalisation, y compris par ordinateur, de la motivation des travailleurs).

Elle risque même d'être totalement remise en cause dans une situation d'économie de guerre.

Une seconde contradiction sera, même si au niveau des luttes elle aura commencé d'avoir

un début de résolution, la contradiction manuel-intellectuel.

L'autogestion aura à ce niveau vertu pédagogique, dans la mesure où elle assurera la démocratie directe, aura détruit toute référence à la hiérarchie.

Ce sera une conception totalement différente de la hiérarchie. Fin du rapport de maître à subordonné. Elections des cadres et de la maîtrise choisis pour leur compétence parmi les travailleurs (ingénieurs, techniciens, ouvriers), ceux-ci libérés du rôle disciplinaire que, dans la plupart des cas, les capitalistes les obligent à exercer.

Les cadres (révocables à tout moment) ont à rendre compte de leur travail non plus au patron comme actuellement en régime capitaliste, mais au comité de travailleurs de l'entreprise. L'appropriation collective des biens de production devra rendre chaque travailleur partie prenante et responsable dans l'entreprise, sera la fin de la discipline à sens unique des classes dirigeantes actuelles pour faire place à l'autodiscipline qui assurera l'ordre dans la liberté socialiste.

L'autogestion aura à ce niveau vertu pédagogique dans la mesure même où elle aura instauré des temps de non-travail réservés à la formation mutuelle des travailleurs (encore faut-il, bien sûr, donner au mot formation une résonance tout à fait différente qu'actuellement). Vertu pédagogique qui atteindra toute son ampleur si la prise du pouvoir est accompagnée d'une révolution culturelle qui chassera des esprits toute retombée de l'idéologie bourgeoisie : ainsi la distinction travaux nobles-travaux subalternes sera anéantie.

Au niveau actuel du mouvement révolutionnaire, on peut, non pas proposer une formule toute faite et idéale de l'autogestion mais, bien plus, une démarche **vers** l'autogestion. Ceci :

— En analysant à chaque pas chaque lutte, en tirant, les bilans et les enseignements pour son développement ;

— En procédant à une étude plus concrète des expériences étrangères et en les confrontant à nos expériences.

Dans le même temps, on aura à l'esprit que même après la prise de pouvoir continueront à se poser :

- rôle du parti et des conseils ;
- rôle des organisations de masse (existence des syndicats) ;
- les demains respectifs de la démocratie directe et de la démocratie représentative ;
- la division internationale du travail entre pays communistes.

AUTOGESTION ET PLANIFICATION

Les groupes autogérés risquent de se refermer sur eux-mêmes et de ne voir que leur propre intérêt sans répondre à l'intérêt de l'ensemble de la classe.

Il y a donc nécessité d'une structure centrale ayant un minimum de pouvoir sur la planification.

Cette planification consiste à :

- établir les besoins de production en fonction des besoins de la population et des possibilités des moyens de production ;
- répartir les investissements au niveau de différentes branches de production et du point de vue de l'équilibre des régions ;
- arbitrer la réorganisation (concentration-décentralisation) en fonction des intérêts des travailleurs et d'une nécessaire productivité économique pour le maintien et la progression du niveau de vie.

Les organismes de planification devront nécessairement disposer de pouvoirs réels sur l'ensemble de l'économie et des activités du pays avec une centralisation de certaines décisions générales.

L'existence de telles structures pose le problème des rapports entre planification et autogestion ainsi que la question des risques de bureaucratisation des orientations et décisions essentielles. Le courant socialiste et révolutionnaire doit dès maintenant apporter des éléments de réponses à cette difficulté majeure.

L'effort minimum devra être réalisé pour que le débat sur les objectifs et le contenu du plan soit largement ouvert et que tous les travailleurs puissent largement et effectivement y jouer un rôle actif. La circulation continue de l'information doit permettre la réalisation d'une volonté et d'un esprit réellement collectifs.

Comme dans l'entreprise face au conseil de travailleurs chargé d'appliquer l'autogestion, le syndicalisme doit garder pleinement son rôle de contrôle et de contestation tant dans l'élaboration que dans l'application du plan. Il ne doit jamais jouer le rôle de courroie de transmission tant par rapport aux organisations du parti que du plan.

Le parti profondément enraciné dans les masses doit permettre la recherche de synthèses entre cette contestation indispensable et l'aspect impératif des programmes de planification.

A l'intérieur des structures de planification, la rotation des techniciens (déjà soumis au contrôle permanent des masses) devra être organisée systématiquement pour éviter le mandarinate, la sclérose et même la constitution d'une nouvelle classe dominante. Le passage d'un rôle bureaucratique à un rôle de production et vice-versa devra être prévu structurellement.

Tous les secteurs qui peuvent, dès le départ, être pris en charge par les travailleurs eux-mêmes devront leur être confiés sans contrôle bureaucratique ou technocratique. La distribution des sols par exemple, en tant que moyen de production, sera beaucoup mieux réalisée par les travailleurs qui savent de quoi ils parlent que par un technicien du plan ou un camarade « commissaire du peuple ».

Progressivement mais constamment le dépérissement de l'Etat devra entrer dans les faits et le pouvoir direct des travailleurs élargi en conséquence. La perspective d'une société sans classe devra se charger d'un contenu de plus en plus réel.